

## ► Polémique. La conférence est terminée, les élus locaux reprennent la parole

Depuis dimanche soir, c'est sur internet, via les blogs ou les sites, que la polémique entre pro-Polisario et pro-autonomie se poursuit. Avec d'un côté comme de l'autre, il faut bien l'avouer, des raccourcis et des interprétations qui démontrent que le conflit autour du Sahara occidental n'est pas près de trouver une solution. Comme souvent, c'est la presse qui est montrée du doigt, qui tentait simplement de donner la parole aux uns et aux autres.

La conférence est terminée, et ce sont donc les élus qui reprennent la parole. Yves Ollivier, adjoint au maire d'abord (<http://ollyves.blogspot.com>) a été bousculé vendredi après-midi aux abords du Palais des congrès. Il écrit ceci sur son blog à l'adresse des manifestants : « J'ai cherché à leur expliquer que notre municipalité respectait la collectivité marocaine et que nous souhaitions qu'une solution pacifique soit trouvée au problème du Sahara occidental. Ce fut malheureusement un dialogue de sourds. De même, la proposition que je leur ai faite de venir discuter avec les élus dont le maire à la mairie du Mans le samedi après-midi est restée lettre morte contrairement à ce que relate « Le Maine Libre » de ce dimanche ». Nous avons,

de notre côté, constaté que samedi après-midi, aucune délégation n'a pu être reçue en mairie.

Les Verts/Europe-Ecologie, solidaires d'Yves Ollivier rappellent leur position : « *Oui à la résolution 1754 de l'ONU (acceptée par les autorités marocaines) qui affirme le droit des peuples, et en particulier celui du peuple sahraoui, à l'autodétermination. Oui à la solidarité mise en œuvre par la ville du Mans et consistant à accueillir pendant trois semaines, chaque année, 20 enfants sahraouis venant des camps de réfugiés* ». Sur la forme, « *tous les observateurs présents ont pu pointer l'aspect « télé-guidé » de cette contre-manifestation : financement du déplacement des manifestants venus de l'extérieur du département, et organisation d'un concert gratuit par un « collectif d'associations » (dont personne ne semble connaître la composition). De plus, la hauteur des moyens engagés laisse penser qu'il ne s'agit pas uniquement d'associations mancelles* ».

Enfin, dans un communiqué adressé lundi à la rédaction, Jeanine Haudebourg reprend un texte du 28 avril dernier qui accuse « *la France de bloquer la surveillance des droits de l'Homme au Sahara* ».

Serge **DANILO**